



HAL
open science

PACA : 2017, entre permanence et bousclements des équilibres politiques

Gilles Ivaldi, Pina Christine

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi, Pina Christine. PACA : 2017, entre permanence et bousclements des équilibres politiques : Les élections présidentielle et législatives de 2017 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2018, L'Europe selon le Football, 47, pp.179-198. halshs-01678738

HAL Id: halshs-01678738

<https://shs.hal.science/halshs-01678738>

Submitted on 22 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Elections 2017 en région PACA : entre permanence et bousclements des équilibres politiques

Gilles Ivaldi (CNRS-URMIS), Christine Pina (UCA-ERMES)

gilles.ivaldi@unice.fr, pina@unice.fr

Ce document est la version auteur non validée (*pre-print*) de l'article publié dans la Revue *Pôle Sud*, n°47 (2017-2), disponible à l'adresse suivante : <https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2017-2-p-179.htm>

Introduction

Les élections présidentielle et législatives de 2017 ont témoigné d'un bouleversement du paysage politique régional en PACA. L'irruption d'Emmanuel Macron dans le jeu électoral a bousculé un rapport de forces traditionnellement favorable à la droite républicaine et au Front national, dans un contexte marqué par l'effondrement de la gauche socialiste régionale au cours du quinquennat de François Hollande et la consolidation d'une gauche radicale incarnée par la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon.

L'amplitude et les effets de cette reconfiguration en PACA se mesurent à l'aune des grandes tendances nationales : fragmentation du jeu partisan, baisse de la participation et affaiblissement des partis traditionnels. Au sein de l'espace régional, ces évolutions traduisent l'hétérogénéité politique et sociologique des territoires et la variabilité des rapports de forces qui y sont à l'œuvre, au travers notamment de la présence institutionnelle et de l'implantation locale des diverses forces politiques. Elles témoignent enfin des structures d'opportunités spécifiques offertes par les logiques propres à chacun des scrutins qui ont composé la séquence électorale de 2017.

Présidentielle : recomposition(s) et permanences

Les résultats de l'élection présidentielle fournissent les premiers éléments d'analyse des recompositions politiques de l'espace régional PACA à l'œuvre à l'occasion des scrutins de 2017. Au-delà de la nouveauté du phénomène Macron, ces résultats s'inscrivent dans les grands équilibres électoraux d'une région marquée par la diversité.

Un tropisme droitier persistant

Au premier tour de l'élection présidentielle, E. Macron se place en troisième position en PACA avec 18,9 % des suffrages, soit un score inférieur de 5,1 points par rapport à son niveau national (voir Tableau 1). Cette performance en demi-teinte reflète à la fois la faiblesse du centrisme en PACA – entre 2002 et 2012, François Bayrou a obtenu des résultats inférieurs de 1 à 3 points à sa moyenne nationale dans la région – et le déclin de la gauche méridionale sur lequel s'est appuyée l'OPA politique d'E. Macron, en particulier au premier tour de l'élection présidentielle.

Tableau 1. Résultats de l'élection présidentielle 2017 en région PACA

Candidat	1 ^{er} tour			2 nd Tour		
	% ins.	% exp.	Diff. nat. (exp.)	% ins.	% exp ;	Diff. nat. (exp.)
E. MACRON	14,6	18,9	-5,1	36,7	55,5	-10,6
M. LE PEN	21,7	28,2	+6,9	29,4	44,5	+10,6
F. FILLON	17,25	22,4	+2,4			
J.-L. MÉLENCHON	14,45	18,7	-0,9			
N. DUPONT-AIGNAN	3,3	4,3	-0,4			
B. HAMON	3,2	4,1	-2,3			
J. LASSALLE	0,8	1,1	-0,1			
F. ASSELINEAU	0,7	0,9	-			
Ph. POUTOU	0,6	0,8	-0,3			
N. ARTHAUD	0,3	0,4	-0,2			
J. CHEMINADE	0,1	0,2	-			

Abstention au premier tour : PACA, 21,2 % des inscrits ; France, 22,2 %

Abstention au second tour : PACA, 25,6 % ; France, 25,4 %

Source : Ministère de l'Intérieur

La faiblesse du vote Macron en PACA témoigne, surtout, de la résilience du fort tropisme droitier de la région depuis le milieu des années 1980. Le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 confirme cet ancrage à droite et à l'extrême-droite. En PACA, Marine Le Pen progresse de plus de 124 000 voix par rapport à 2012 et arrive très largement en tête du premier tour avec 28,2 % des suffrages devant François Fillon (22,4 %) et l'emporte dans 28 des 42 circonscriptions de la région. Cette avance confortable fait de la région PACA la deuxième plus favorable à la candidature de M. Le Pen, derrière les Hauts-de-France (31 % des voix).

Les résultats de la présidente du FN attestent de l'implantation historique du parti dans le grand pourtour méditerranéen et de la notabilisation croissante des élus frontistes sur le terrain. Depuis 2014, la région a fourni au FN parmi ses plus gros contingents d'élus locaux¹. Le FN y compte également une députée – Marion Maréchal-Le Pen élue dans la 3^{ème} circonscription de Vaucluse – et deux sénateurs – Stéphane Ravier dans les Bouches-du-Rhône et David Rachline dans le Var, ainsi que six de ses mairies². En décembre 2015, Marion Maréchal-Le Pen avait recueilli 45,2 % des voix lors du second tour des élections régionales et donné à sa formation 42 sièges au sein du Conseil régional, faisant du FN la seule force d'opposition à la droite LR-UDI en PACA.

A droite, F. Fillon résiste mieux en PACA qu'au niveau national (+2,4 points), ce qui témoigne de la domination institutionnelle de la droite républicaine dans la région, malgré la concurrence d'E. Macron au centre-droit et la campagne difficile du candidat LR-UDI, marquée par le scandale des emplois présumés fictifs de son épouse. A la veille des scrutins de 2017, les Républicains et leurs alliés centristes de l'UDI peuvent s'appuyer sur un réseau dense d'élus locaux – dont 40 députés et sénateurs et deux tiers des élus départementaux (166 sur 252) –, une domination politique dans les grandes villes de la région – Marseille, Nice, Aix-en-Provence et Toulon – ainsi que la présidence de cinq des six conseils départementaux de PACA (le département des Alpes de Haute-Provence est dirigé par le socialiste G. Sauvan). Au total, au soir du premier tour de la présidentielle de 2017, le bloc droite + extrême-droite représente encore 55,9 % des exprimés en PACA, soit un niveau comparable à celui de 2012 où il totalisait 56,5 %. Cette relative stabilité ne peut masquer toutefois le rééquilibrage qui s'est opéré au sein du sous-système partisan de droite au plan régional depuis en réalité les élections régionales de 2010.

En dépit d'une campagne droitière, F. Fillon perd près de 231 000 suffrages par rapport à N. Sarkozy cinq ans auparavant, alors même que l'absence de F. Bayrou³ en 2017 aurait permis d'envisager un score plus confortable pour le candidat LR-UDI. Dans une région acquise à la ligne très à droite de Nicolas Sarkozy⁴, le recul de F. Fillon en 2017 s'inscrit dans la tendance des scrutins intermédiaires depuis 2012 et il témoigne de la porosité idéologique des électors de droite et d'extrême-droite en PACA (IFOP 2013, Gougou et Labouret 2013). Longtemps force dominante, la droite avait pour la première fois cédé la première place au FN à l'occasion du premier tour des régionales de 2015 et n'avait pu gagner la présidence de la région qu'à la grâce du front républicain opposé à la liste de Marion Maréchal-Le Pen (Ivaldi et Pina 2016). En 2017, les candidats de droite F. Fillon, N. Dupon-Aignan et F. Asselineau rassemblent 27,7 % des exprimés contre 32,6 % en 2012, loin des 40 % obtenus par la droite républicaine lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007.

La gauche « traditionnelle » poursuit quant à elle son long processus d'érosion au plan régional, entamé dès le milieu des années 1980 mais qui a connu une accélération notable au cours du quinquennat de François Hollande. En PACA, les forces de gauche – socialistes et alliés plus la France Insoumise – passent ainsi de 35,5 % des voix au premier tour de la présidentielle de 2012 à 22,9 % en avril 2017, soit 3 points de moins que leur niveau national.

¹ En 2014, 338 des 1544 conseillers municipaux FN (22 %) étaient issus d'un des six départements de PACA. En mars 2015, 10 des 62 conseillers départementaux FN élus l'ont également été dans la région, en particulier dans le Var et Vaucluse, représentant le deuxième plus important pool d'élus après le Nord Pas de Calais Picardie (26 conseillers FN).

² Camaret et Le Pontet (Vaucluse), Cogolin, Fréjus, Le Luc (Var) et la mairie du 7^{ème} secteur de Marseille (Bouches-du-Rhône).

³ F. Bayrou totalisait un peu plus de 182.000 des voix en 2012, soit 6,7 % des suffrages exprimés.

⁴ Au premier tour de la primaire de la droite et du centre en novembre 2016, N. Sarkozy avait obtenu parmi ses meilleurs scores en PACA, notamment dans les Alpes-Maritimes (34 %), le Var (32,2 %) et les Bouches-du-Rhône (29,6 %).

Au plan régional, le faible score de Benoît Hamon et la marginalisation du parti socialiste s'inscrivent dans la crise profonde traversée par la majorité présidentielle depuis 2012, sanctionnée par la perte de la présidence de région en décembre 2015 et de certains bastions historiques de la gauche tels que les Bouches-du-Rhône aux élections départementales de mars 2015. La captation par J.-L. Mélenchon d'une partie de l'électorat PS est visible en PACA. Lors des régionales de 2015, la liste du PS, conduite par Christophe Castaner, avait réuni 16,6 % des suffrages, devant la liste d'union EELV/FG menée par Sophie Camard avec 6,5 %. Au soir du premier tour de la présidentielle, le chef de file de la France Insoumise obtient 18,7 % des voix dans la région, soit un peu moins d'un point en-deçà de son score national, face à un candidat socialiste en perdition avec 4,1 % (contre 6,4 % sur l'ensemble du territoire).

PACA : un territoire contrasté marqué par des dynamiques territoriales hétérogènes

Au sein de l'espace régional, le vote pour les principales forces politiques demeure encore très fortement indexé à la sociologie des territoires, des zones de déclin industriel des Bouches-du-Rhône, avec ses anciens bastions du PCF, jusqu'aux communes bourgeoises du littoral azuréen passant par les territoires ruraux alpins (Gombin et Mayance 2009). Par ailleurs, les déséquilibres démographiques de la région ont pesé sur les résultats : le FN a obtenu notamment ses meilleurs scores dans les Bouches-du-Rhône, le Var et les Alpes-Maritimes, trois départements qui concentrent à eux seuls plus de 82 % des inscrits en PACA.

Afin d'illustrer cette diversité, nous procédons à une analyse agrégée des résultats de l'élection de 2017 sur l'ensemble des communes ($N=951$) à partir des données sociodémographiques de l'INSEE. Pour chaque candidat, nous testons un modèle de régression linéaire multivariée avec effets fixes au niveau départemental, comprenant un même jeu de variables explicatives, l'effet statistique de chaque indicateur étant testé en « neutralisant » celui des autres variables – le raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » (voir Tableau 2). Ces variables concernent l'évolution démographique des communes entre 1999 et 2012, leur structure socio-professionnelle, leur profil urbain, le taux de chômage dans leur zone d'emploi de référence, le taux de population étrangère et le revenu médian. Nous ajoutons une variable politique, la présence de bastions municipaux du parti communiste, qui caractérise quarante-cinq communes de la région, notamment dans les Bouches-du-Rhône.

Afin de comparer entre eux les différents candidats et de faciliter la lecture du tableau, nous reportons les coefficients standardisés (BETA) et indiquons leur signification statistique, c'est-à-dire les variables qui ont un effet substantiel sur l'orientation des votes. Nous utilisons des erreurs standards robustes pour corriger les différences de variance (hétéroscédasticité). Le score de chaque candidat est mesuré en pourcentage des électeurs inscrits pour tenir compte des effets différentiels de l'abstention.

Tableau 2. Analyse agrégée multivariée des votes présidentiels 2017 (1^{er} tour) en PACA

	Mélenchon	Hamon	Macron	Fillon	Le Pen
Evol. démo. 1999-2012	0.06 [*] (0.14)	-0.01 (0.05)	-0.07 [*] (0.11)	-0.15 ^{***} (0.14)	0.19 ^{***} (0.18)
% cadres pop. active [REF]					
% agricult. pop.active	-0.17 ^{**} (0.07)	-0.10 (0.02)	-0.07 (0.05)	0.16 ^{***} (0.05)	0.17 ^{***} (0.06)
% artisans pop.active	-0.25 ^{***} (0.06)	-0.11 (0.02)	-0.14 ^{**} (0.03)	0.25 ^{***} (0.04)	0.13 ^{**} (0.05)
% prof. Interm. pop.active	-0.10 (0.05)	-0.11 (0.02)	-0.11 (0.03)	0.01 (0.04)	0.23 ^{***} (0.05)
% employés pop.active	-0.23 ^{***} (0.05)	-0.18 ^{**} (0.02)	-0.34 ^{***} (0.03)	0.07 (0.04)	0.35 ^{***} (0.05)
% ouvriers pop.active	-0.17 ^{**} (0.05)	-0.23 ^{***} (0.02)	-0.22 ^{***} (0.03)	-0.06 (0.04)	0.34 ^{***} (0.05)
% taux de chômage (ZE)	-0.01 (0.14)	-0.09 ^{**} (0.05)	-0.09 ^{**} (0.10)	0.09 ^{**} (0.15)	0.09 ^{**} (0.18)
Comm. périurbaine [REF]					
Pôle urbain	-0.05 [*] (0.33)	-0.11 ^{***} (0.11)	-0.03 (0.25)	0.01 (0.40)	-0.003 (0.41)
Commune Multipolaire	0.08 ^{**} (0.47)	-0.03 (0.17)	0.04 (0.33)	0.09 ^{***} (0.49)	-0.17 ^{***} (0.50)
Commune isolée	0.04 (0.54)	-0.06 (0.18)	0.09 ^{**} (0.35)	0.17 ^{***} (0.53)	-0.24 ^{***} (0.56)
Mairie PCF	0.20 ^{***} (0.67)	-0.004 (0.20)	-0.05 [*] (0.46)	-0.13 ^{***} (0.52)	-0.01 (0.61)
% pop. Etrangère	-0.005 (0.05)	0.05 (0.02)	0.06 (0.04)	0.15 ^{***} (0.06)	-0.25 ^{***} (0.10)
Revenu médian	-0.38 ^{***} (0.0001)	-0.10 [*] (0.0000)	0.27 ^{***} (0.0001)	0.55 ^{***} (0.0001)	-0.07 (0.0001)
Dép. 04 [REF]					
Dép. 05	-0.02 (0.72)	0.09 (0.23)	0.11 ^{**} (0.47)	0.13 ^{***} (0.61)	-0.13 ^{***} (0.73)
Dép. 06	-0.32 ^{***} (0.62)	-0.34 ^{***} (0.21)	-0.29 ^{***} (0.42)	0.18 ^{***} (0.63)	0.36 ^{***} (0.71)

Tableau 2. (suite)

	Mélenchon	Hamon	Macron	Fillon	Le Pen
Dép. 13	-0.15 ^{***} (0.59)	-0.18 ^{***} (0.19)	-0.16 ^{***} (0.40)	0.07 [*] (0.62)	0.22 ^{***} (0.63)
Dép. 83	-0.35 ^{***} (0.51)	-0.32 ^{***} (0.20)	-0.20 ^{***} (0.37)	0.23 ^{***} (0.53)	0.25 ^{***} (0.61)
Dép. 84	-0.26 ^{***} (0.50)	-0.09 ^{**} (0.19)	0.03 (0.40)	0.12 ^{***} (0.48)	0.24 ^{***} (0.55)
Constante	0.00 ^{***} (5.38)	0.00 ^{***} (1.89)	0.00 ^{***} (3.64)	0.00 ^{***} (4.68)	0.00 (5.64)
<i>N</i>	834	834	834	834	834
<i>R</i> ²	0.37	0.23	0.34	0.45	0.45
<i>R</i> ² ajusté	0.36	0.21	0.33	0.44	0.44
Erreur standard	4.04	1.35	2.87	4.18	4.53

Note : variables dépendantes = % voix de chaque candidat par rapport aux inscrits ; coefficients standardisés (Beta), constante standardisée égale à 0 ; erreurs standards robustes (sandwich) ; CSP=Cadres supérieurs (REF), Commune péri-urbaine (REF), effet départemental fixe, département 04 (REF) ; *** significatif au seuil de $p < 0.01$; ** significatif au seuil de $p < 0.05$. Données manquantes de revenus : $n=117$ communes (sur 951).

Source : données électorales du Ministère de l'Intérieur ; données INSEE

Dans un contexte national marqué par la persistance des effets sociaux de la crise, chômage et précarité ont pesé sur les choix électoraux dans l'espace PACA en 2017 et nourri, comme ailleurs en France, le vote FN. Au premier tour, M. Le Pen obtient ses meilleurs scores dans les départements où le taux de chômage est le plus élevé et où le tissu économique a été le plus fragilisé par la crise, à l'image du Var, des Bouches-du-Rhône ou de Vaucluse, réalisant dans ce dernier sa meilleure performance régionale avec 30,5 % des suffrages exprimés.

Au niveau infrarégional, notre modèle atteste d'une corrélation positive entre le vote Le Pen et les taux de chômage localisés, même si cet effet demeure globalement modeste et hétérogène selon les territoires puisqu'il concerne surtout les départements de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône où les corrélations sont les plus fortes. Dans un bassin d'emploi comme celui d'Orange où le chômage atteint 12,7 %, la présidente du FN réunit par exemple plus de 35 % des exprimés. Son score est surtout positivement corrélé avec la proportion d'électeurs dans les couches populaires, ouvriers et employés, une « prolétarianisation » du vote frontiste très largement soulignée par la recherche (Gougou 2015)⁵. M. Le Pen totalise par exemple 35 % des suffrages dans des communes populaires telles que Port-Saint-Louis-du-Rhône, La Roque, Gignac ou Miramas.

⁵ Notons qu'en PACA, les gains du FN entre 2012 et 2017 sont statistiquement plus importants dans ces communes populaires (modèle multivarié identique, utilisant les gains du FN entre 2012 et 2017 comme variable dépendante, les effets de la présence d'ouvriers et d'employés sont positifs et statistiquement significatifs).

On retrouve par ailleurs le caractère périurbain du vote frontiste (Fourquet 2012) : la candidate du FN mobilise plus fortement dans les couronnes périphériques « populaires » loin des banlieues paupérisées des grandes villes – ainsi qu’en témoignent la corrélation négative avec la présence d’étrangers et l’absence de corrélation avec le niveau de revenus⁶. L’ancrage périurbain du vote FN est particulièrement visible dans le Var et dans les Alpes-Maritimes, où il recoupe une ligne de fracture entre le littoral et l’arrière-pays, M. Le Pen obtenant des scores plus élevés dans les communes plus éloignées du bord de mer. Ce sont, ainsi que le coefficient positif significatif d’évolution démographique le suggère, des communes qui ont connu une forte croissance depuis le début des années 2000, indice probable de migrations résidentielles d’une partie des classes moyennes et populaires, et, plus généralement, de l’existence d’une forte ségrégation socio-spatiale dans la région (Région PACA, 2012).

En PACA, une spécificité du vote frontiste est aussi d’être un vote plus urbain, ce que confirme le coefficient des pôles urbains : la présidente du FN réalise des scores importants dans les grandes villes de la région, notamment dans le Var et dans les Alpes-Maritimes à l’instar de ses performances à Toulon, la Seyne, Fréjus ou Draguignan, ainsi qu’à Grasse et à Cannes. Les Alpes-Maritimes émergent incontestablement en 2017 comme une nouvelle zone de force de l’extrême-droite, traduisant la poussée de M. Le Pen sur cette terre d’élection de LR.

La sociologie frontiste tranche fortement avec le vote en faveur d’E. Macron. Le candidat d’En Marche ! réalise ses meilleures performances dans les départements alpins, bastions historiques du parti socialiste. E. Macron obtient des scores statistiquement plus élevés dans les petites communes périphériques, plus résidentielles et rurales et n’arrive en tête que dans une seule capitale départementale avec Gap. On ne retrouve pas en PACA la dominante urbaine du vote macroniste, telle qu’observée dans les grandes métropoles gentrifiées à Paris, Lyon ou Bordeaux : E. Macron n’arrive en tête au premier tour dans aucune des douze villes de plus de 50.000 habitants qui, à l’exception de Marseille et Avignon, portent en tête, à part égale, les candidats Fillon et Le Pen.

Ainsi que les corrélations négatives avec la présence des catégories populaires le suggèrent, le vote Macron demeure un vote des classes supérieures, dans des communes plus bourgeoises, où le revenu médian est plus élevé et le chômage proportionnellement plus faible, un poids des professions intellectuelles illustré à Valbonne Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes), une des quelques communes à avoir placé E. Macron en tête au premier tour. Des traits sociologiques que l’on retrouve, plus atténués, dans la géographie du vote socialiste de 2017 : en dépit d’un programme très à gauche, B. Hamon obtient ses meilleurs scores dans des communes, certes moins riches, mais marquées par la présence de cadres et de professions intermédiaires, beaucoup moins par celle des classes populaires.

Plus à gauche, la géographie électorale du vote en faveur de J.-L. Mélenchon apparaît plus éparse. S’il prend la première place à Marseille et en Avignon, avec respectivement 24,8 et 28,4 % des voix, c’est d’abord sur les terres alpines du PS que le candidat de la France Insoumise obtient ses meilleurs résultats, dans les Hautes-Alpes (21,6 %) et les Alpes de Haute-Provence (22,5 %). Le leader des Insoumis devance ses anciens camarades socialistes à Manosque (22,5 %) ainsi qu’à Forcalquier (27 %), fief de Christophe Castaner, soutien d’E. Macron. En 2017, le vote Mélenchon se concentre dans des communes moins favorisées où le

⁶ Les communes à forte présence étrangère se sont tournées vers l’abstention : on observe une corrélation positive significative de 0,21 sur l’ensemble de la région, beaucoup plus marquée notamment dans les Bouches-du-Rhône ($r=0,46$) et les Alpes-Maritimes ($r=0,34$).

revenu médian est plus faible. C'est le cas, par exemple, dans les couronnes des petits pôles urbains dans les départements plus ruraux de la Provence intérieure, autour de villes telles que Barcelonnette, Forcalquier, Embrun, Sisteron, Laragne ou Château-Arnoux, ainsi que dans certaines petites couronnes plus urbaines, en particulier dans les Bouches-du-Rhône, autour de l'Étang de Berre, de Fos-sur-Mer, dans la plaine de Crau jusqu'en Arles. Ainsi que l'indiquent les coefficients de corrélation, dans ces territoires plus fragiles, le leader des Insoumis paraît s'être d'abord adressé aux actifs des classes supérieures et moyennes qui y résident, relativement moins aux électeurs des catégories populaires. Enfin, notre modèle suggère que J.-L. Mélenchon a pu bénéficier de l'implantation municipale de ses alliés communistes, notamment dans les Bouches-du-Rhône, à l'image de ses performances à Martigues, Gardanne ou à Port-de-Bouc, même s'il y abandonne le plus souvent la première place à sa rivale frontiste.

A droite, enfin, F. Fillon obtient ses meilleurs scores dans les bastions traditionnels de la droite modérée, les Alpes-Maritimes (27,4 %) et le Var (24,9 %), où il se place toutefois en seconde position derrière M. Le Pen. On retrouve en 2017 un caractère « bourgeois » très marqué : le score de F. Fillon culmine dans les communes où le revenu médian est le plus haut, en particulier dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes et c'est de loin le facteur le plus significatif de structuration du vote Républicain en PACA, illustrant le caractère très inégalitaire de la région.

Le candidat LR l'emporte dans les grandes villes azuréennes, à Nice, Cannes et Antibes, et, plus généralement dans les communes riches du littoral, marquant un partage territorial net avec un arrière-pays majoritairement acquis au FN. Dans les Alpes-Maritimes, F. Fillon réunit plus de 32 % des exprimés en moyenne dans les lieux huppés du littoral, 44,2 % des voix par exemple à Saint-Jean-Cap-Ferrat ou 38,6 % à Villefranche-sur-Mer. Témoignage du resserrement du socle sociologique de l'électorat de droite en 2017, le candidat LR réalise ses meilleures performances dans les communes où les artisans et commerçants sont plus nombreux, à l'instar de lieux touristiques tels que les Saintes-Maries-de-la-Mer ou Saint-Paul de Vence où il totalise respectivement 32 % et 43,2 % des suffrages.

Les cartes sont rebattues au second tour

Au soir du 7 mai, le « front républicain » vient bousculer les équilibres politiques du premier tour. E. Macron obtient 55,5 % des voix en PACA, 10,6 points en-dessous cependant de son résultat national. L'entreprise victorieuse concerne tous les départements, y compris le Var où le candidat d'En Marche ! l'emporte d'une courte tête devant sa rivale frontiste, ainsi que la totalité des grandes villes de la région à l'exception notable de Fréjus qui demeure dans le giron lepéniste.

Avec 44,5 % des voix, M. Le Pen progresse de plus de 16 points par rapport à son score du premier tour (alors que son score augmente de 12,6 points au plan national). En termes d'inscrits, la candidate du FN (29,4 %) dépasse en mai 2017 la performance historique de sa nièce, M. Maréchal-Le Pen lors du second tour des régionales de 2015 face à Ch. Estrosi (25,1 %). On retrouve au second tour les principales lignes de force du FN dans les catégories populaires des villes moyennes et les couronnes périurbaines, plus touchées par le chômage mais loin cependant des quartiers et des communes d'immigration les plus pauvres.

Si elles ne permettent pas d'évaluer les mouvements de voix entre les deux tours, les données agrégées fournissent cependant quelques indications sur la formation du front républicain en PACA. Les gains enregistrés par E. Macron au soir du 7 mai sont très positivement corrélés avec le score de B. Hamon au premier tour ($r=0,53$), dans une moindre mesure avec le niveau de J.-L. Mélenchon ($r=0,37$) et plus faiblement avec le score de F. Fillon ($r=0,18$), ce qui témoigne de dynamiques de reports de voix variables. S'agissant de J.-L. Mélenchon, on notera une corrélation légèrement négative dans les Bouches-du-Rhône, qui suggère qu'E. Macron n'a sans doute pas fait le plein des voix des Insoumis dans cet ancien bastion de la gauche au second tour.

Les élections législatives : une région PACA bouleversée ?

Les élections législatives, comme il est souvent écrit depuis l'inversion du calendrier en 2002, apparaissent comme un scrutin de confirmation de l'élection présidentielle (Dolez 2002). Cette idée, fortement répandue quand on observe en masse les quatre tours des élections nationales, mérite toutefois d'être discutée en faisant porter l'analyse sur une échelle plus restreinte et en prenant en compte les situations de concurrence dans chaque circonscription.

Quand les législatives apportent leur lot de surprises

Au niveau de la région, deux constats généraux se dégagent des élections législatives de 2017. En premier lieu, l'abstention est élevée, puisque dans les quatre départements du sud de PACA, celle-ci dépasse les 50% des inscrits pour atteindre 53,9% dans les Bouches-du-Rhône dès le premier tour. La tendance s'accroît au second tour, l'abstention progressant plus fortement dans les départements de la Provence intérieure (Alpes de Haute-Provence et Hautes-Alpes). En rehaussant mécaniquement le seuil des 12,5 % des inscrits, cette abstention, historiquement élevée, constitue une des explications de l'absence de triangulaires lors des affrontements du second tour, alors que celles-ci étaient au nombre de 12 en 2012 (le FN était présent dans chacune de celles-ci).

En deuxième lieu, les candidatures ont également nettement progressé depuis la dernière consultation de même ordre, puisqu'avec 623 prétendants, le nombre de candidats en PACA augmente de 25% par rapport à 2012, avec en moyenne près de 15 candidats par circonscription en 2017. Cette compétition accrue, associée à la faiblesse de la mobilisation électorale, participe à rendre les triangulaires quasi-impossibles, à solidifier les camps politiques et à rendre les résultats du premier tour plus incertains mais aussi plus déterminants quand des accords n'ont pas été trouvés après la présidentielle.

Concernant les résultats et comme dans nombre d'autres régions, PACA marque le succès du mouvement macroniste, puisque sur les 42 députés élus, 22 entrent à l'Assemblée nationale sous cette étiquette, auxquels il convient d'associer 2 députés Modem. Quinze députés LR les accompagnent ainsi qu'un député d'extrême droite pour la circonscription du nord de Vaucluse, un député France Insoumise et un député communiste, tous les deux dans les Bouches-du-Rhône (voir Tableau 3). La région PACA, dominée après les législatives de 2012

par l'UMP (25 sièges) et le PS et ses alliés (13 sièges), consacre désormais la REM comme parti dominant.

Tableau 3 : Vainqueurs par étiquette politique en région PACA (2012-2017)

	2012	2017
Front de gauche (2012) → FI ou communiste (2017)	1	2
Pertes-gains		+ 1
PS	11	0
Radicaux de gauche	2	0
Europe Écologie Les Verts	1	0
Pertes-gains		-14
UMP + UDI (2012) → LR (2017)	25	15
Pertes-gains		-10
LREM (2017)	0	22
Modem	0	2
Pertes-gains		+ 24
FN	1	0
Ligue du Sud (extrême droite)	1	1
Pertes-gains		- 1

Si l'arrivée de nouveaux députés sous l'étiquette « La République en marche ! » (LREM) se fait parfois au détriment de la droite traditionnelle – c'est le cas dans les Alpes-Maritimes où trois circonscriptions sont perdues par Les Républicains –, c'est surtout le PS et ses alliés radicaux de gauche qui semblent payer le plus fort tribut de ces élections législatives. En effet, sur 13 élus PS ou RDG de la précédente mandature, il n'en reste plus aucun au lendemain des législatives de 2017. Si l'on peut y lire une confirmation de la présidentielle et des scores bas du candidat B. Hamon, ces élections législatives paraissent réitérer la disparition des socialistes de l'assemblée régionale en 2015, voire confirmer une érosion du socialisme plus ancienne⁷. Aucun des candidats investis par le PS n'a atteint le second tour de ces élections législatives, même sortant, même fortement implanté dans les circonscriptions.

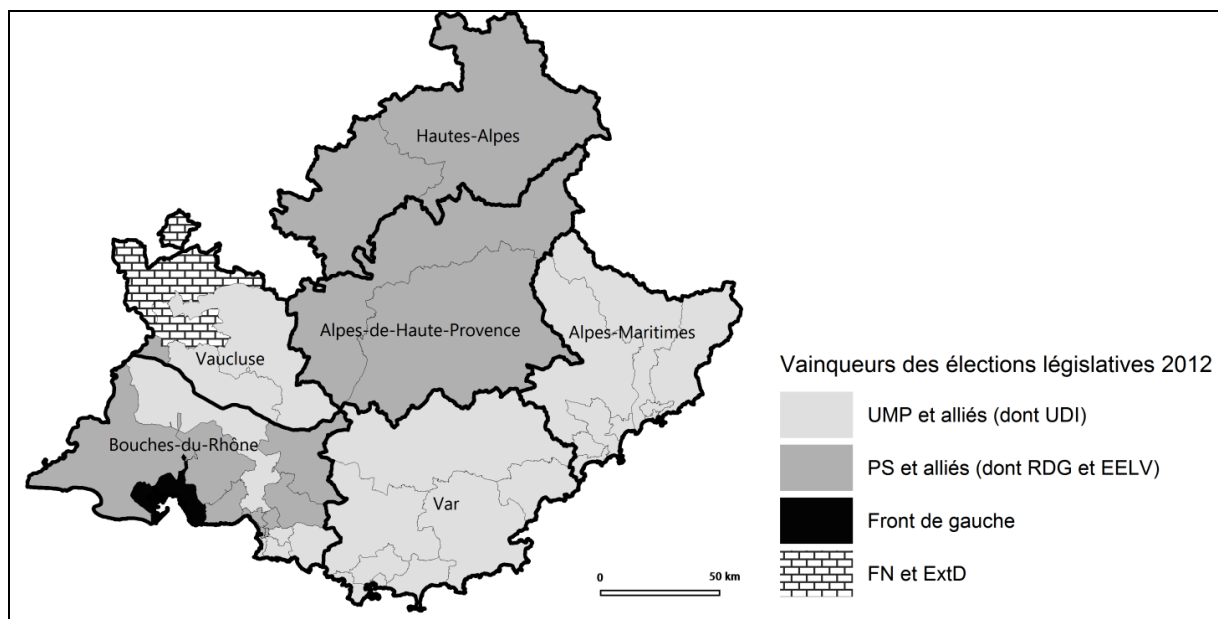
Désormais, seuls deux députés élus dans les Bouches-du-Rhône représentent la gauche en région PACA : Jean-Luc Mélenchon pour la 4^{ème} circonscription – précédemment détenue par le socialiste Patrick Mennucci, battu dès le premier tour – et Pierre Dharréville – communiste, dauphin du député sortant G. Charroux et sans opposition France Insoumise. La gauche n'est cependant pas l'unique « victime » du succès d'E. Macron : le FN et la droite UMP-UDI perdent respectivement une et neuf circonscriptions au profit de la REM. Pour ce qui concerne les deux sièges Modem, ils ont été conquis dans des circonscriptions détenues par l'UMP dans la précédente législature.

⁷ Voir par exemple (Le Naour 2014) et plus récemment (Lefebvre 2017).

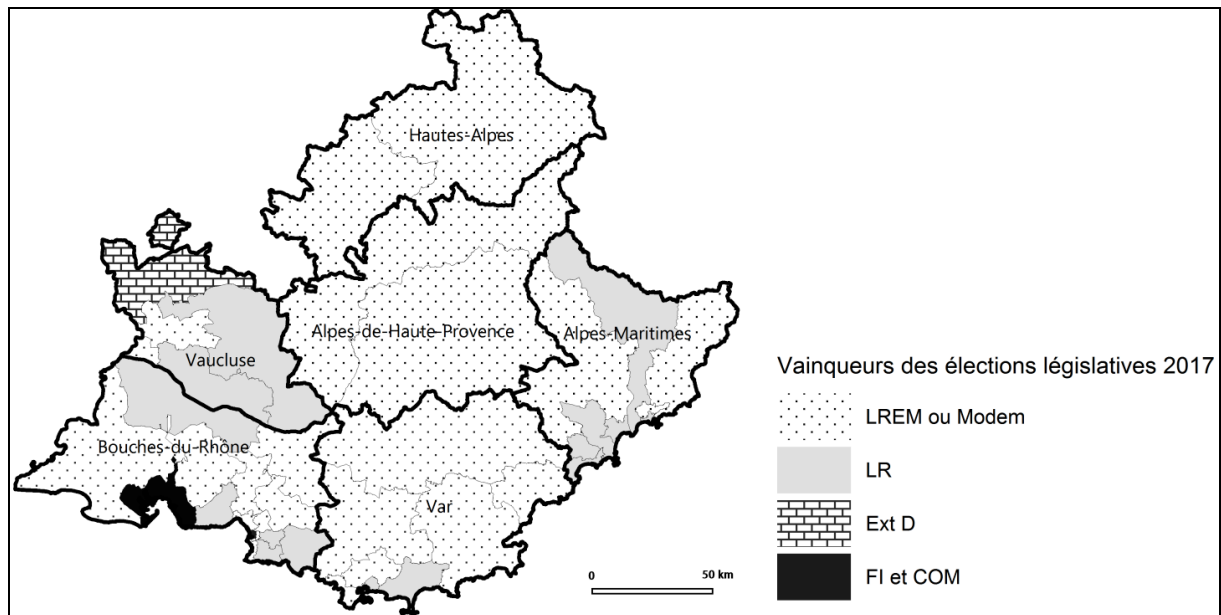
Il semble donc complexe, d'un point de vue comptable, de considérer, en région PACA, un unique perdant, en l'occurrence le PS (voir Cartes 1 et 2). Le FN se révèle le second grand déçu de ce scrutin puisqu'en dépit des scores record de M. Le Pen, dans une région souvent présentée comme une terre de conquête ancienne pour le FN (Marchand-Lagier 2017), ce dernier n'envoie finalement aucun député à l'Assemblée nationale. Ce revers illustre l'effet de « dépression » du vote frontiste dans les scrutins législatifs de « confirmation », effet visible en 1988 et depuis 2002, et qui s'est fortement accentué en 2017.

Seul Jacques Bompard, président de la Ligue du Sud, réussit à se faire réélire dans la 4^{ème} circonscription de Vaucluse, alors qu'il était concurrencé au premier tour par une candidate du FN. Cette victoire est toutefois moins éclatante qu'en 2012 pour le maire d'Orange, puisqu'il n'obtient que 50,4% des suffrages exprimés dans le duel qui l'oppose à Carole Normani (LREM), pourtant novice en politique et sur une terre présentée comme toute acquise à l'extrême droite. Hervé de Lépineau, dauphin de Marion Maréchal-Le Pen – qui ne se représente pas en 2017 – est quant à lui battu dans la 3^{ème} circonscription de Vaucluse au second tour, alors même que Marine Le Pen faisait son meilleur score dans ce département sur cette circonscription au second tour de la présidentielle (52,9% des exprimés).

Carte 1. Vainqueurs des élections législatives dans les circonscriptions de la région PACA en 2012



Carte 2. Vainqueurs des élections législatives dans les circonscriptions de la région PACA en 2017



Cartes réalisées par Jérôme Dutozia (en post-doc au sein du laboratoire ESPACE-CNRS)

Cette modification de la représentation en région PACA, souvent commentée à grand renfort de métaphores marines et d'annonces sur le renouvellement du personnel politique, trouve toutefois son explication, non dans des mouvements aquatiques, mais dans des facteurs politiques isolables : outre l'enchaînement électoral qui confirme la labilité des allégeances politiques – en particulier au PS –, il apparaît également que les configurations de la compétition, au niveau des circonscriptions, peuvent avoir leur importance.

Un courant plus qu'une vague macroniste

Le succès de la REM a été présenté le plus souvent comme un mouvement de fond électoral qui emporterait avec lui les battus récents de la présidentielle. Cette analyse, qui n'échappe pas à l'idée d'un électorat versatile prompt à se rallier au camp des vainqueurs et mû par la volonté de « sortir les sortants », résiste mal à une observation plus précise des configurations locales.

Le cas des deux départements alpins est à ce titre particulièrement parlant : dans les Alpes de Haute-Provence, les deux candidats LREM élus ont été initialement investis par le PS en décembre 2016. Christophe Castaner, leader des socialistes pour les élections régionales en 2015 et soutien actif d'E. Macron pour la présidentielle, se succède à lui-même sur la 2^{ème} circonscription et Delphine Bagarry est, en 2016, choisie par le PS pour succéder au député socialiste sortant, avant de rejoindre la REM. Dans les Hautes-Alpes, les deux candidats LREM ont déjà une carrière politique ancienne puisque J. Giraud (2^{ème} circonscription) est député depuis 2002 sous étiquette Radicaux de gauche et Pascale Boyer (1^{ère} circonscription) était conseillère départementale, sous étiquette PS.

Ainsi, sur les 22 députés LREM élus pour cette nouvelle législature, 11 n'ont eu jusqu'alors aucune fonction politique, ni occupé aucun mandat⁸ – parmi ces nouveaux venus, 8 sont des femmes –, 6 ont déjà porté les couleurs de la gauche socialiste dans des élections (dont 3 députés sortants), 3 viennent de la droite républicaine (UDI, LR et divers droite) et 2 d'Europe Écologie les Verts, dont François-Michel Lambert, député sortant de la 10^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône. La victoire macroniste tient donc en partie à des changements de camp de candidats, dont il est difficile d'affirmer qu'ils auraient été battus sans cette même étiquette politique.

Car il serait tentant de considérer que la REM a construit sa réussite sur la seule base d'un élan électoral, aussi soudain qu'incontrôlable. L'observation plus précise des compétitions politiques au niveau des circonscriptions laisse entrevoir des situations plus complexes qui amènent à relativiser cette lecture irénique. Car, au-delà des changements d'allégeance de certains candidats qui semblent pouvoir profiter d'une dynamique initiée lors de la présidentielle, le mouvement macroniste a aussi profité de situations d'incertitude. Parmi celles-ci, 10 élections d'un candidat LREM se sont faites alors que les députés sortants – toutes obédiences politiques confondues – ne se représentaient pas, dont Marion Maréchal-Le Pen dans la 3^{ème} circonscription de Vaucluse.

On peut faire l'hypothèse que la passation de pouvoir entre un leader et un-e dauphin-e augmente, dans le cas d'élections faiblement mobilisatrices, l'incertitude quant aux choix des électeurs et peut contribuer également à une moins grande participation des peu convaincus ou des électeurs déçus des précédentes élections. En ce sens, les candidats LREM profiteraient d'une configuration favorable : vacance du pouvoir et bataille d'autant plus incertaine que le nombre de candidat est élevé. En ce sens, l'étiquette LREM peut constituer un repère d'autant plus efficace qu'il est déjà incarné par un président élu. A ce titre, l'analyse des configurations aux législatives de 2017, conduite par J. Evans et G. Ivaldi (2017), confirme qu'au second tour, les performances des candidats macronistes sont inférieures en moyenne de près de 2 points lorsqu'opposés à des « sortants » de gauche et de 4,5 points face à des députés sortants de droite.

Autre situation qui a pu profiter aux candidats LREM : le cumul dans le temps des mandats législatifs. Cela s'observe dans quatre circonscriptions de PACA. Si le cas de Rudy Salles fait incontestablement figure d'exception puisqu'il brigue en 2017 son 7^{ème} mandat dans la 3^{ème} circonscription des Alpes-Maritimes – il est battu dès le premier tour des législatives –, trois députés sortants concourant pour leur 4^{ème} mandat sont également battus (Philippe Vitel et Jean-Sébastien Vialatte dès le premier tour dans les 2^{ème} et 4^{ème} circonscriptions du Var et Dominique Tian – UMP-LR, 2^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône – battu au second tour). Sans voir ici les effets mécaniques d'un essoufflement du pouvoir – dont on peut légitimement se demander quand il survient –, il semble bien que ces élus aient subi l'arrivée de nouveaux venus en politique⁹, peu soupçonnables d'accaparer le pouvoir ou de vouloir le garder à tout prix.

⁸ Dans la première circonscription de Vaucluse, Jean-François Cesarini, sans avoir jamais été élu, fonde Terra Nova Vaucluse avec Pierre Magny en 2010, tout en ayant préalablement animé Socialisme et Démocratie 84 et puis Besoin de gauche 84. Voir <http://www.huffingtonpost.fr/author/jeanfrancois-cesarini/>

⁹ L'exception est Cécile Muschotti (2^{ème} circonscription du Var) qui fut leader dans le Var de la liste régionale conduite par Ch. Castaner (PS) en 2015.

Pour se garder d'une lecture en termes de domination outrageuse de la REM, deux constats paraissent essentiels.

En premier lieu, l'une des explications du nombre des élus LREM en région PACA est à chercher dans la mobilisation des électeurs « macronistes ». En effet, en travaillant sur les pourcentages des inscrits s'étant portés sur le candidat Macron au premier tour de la présidentielle et sur les candidats LREM au premier tour des législatives, l'on constate que, comparativement aux autres tendances politiques, la REM a beaucoup moins subi les effets de l'abstention et de la dispersion des voix entre les deux élections. De manière plus significative encore, seuls des candidats LREM et Modem ont réussi à mobiliser plus d'inscrits que leur leader à l'élection présidentielle (20 circonscriptions sur 41), alors même que le nombre de candidats aux législatives est dans la très grande majorité des cas supérieur aux 11 candidats au premier tour de la présidentielle et aurait donc dû jouer dans le sens d'une dispersion des inscrits allant voter.

Dans 11 circonscriptions, les candidats LREM et Modem n'accusent que moins d'un point de retard sur le candidat Macron en termes d'inscrits mobilisés. A l'opposé, toutes les autres forces politiques connaissent un décrochage important en nombre d'inscrits entre les premiers tours de la présidentielle et des législatives. Mécaniquement, « la République en marche ! » apparaît comme la force dominante de ces élections législatives, soit en maintenant son électorat sur cette séquence, soit en ne subissant qu'une légère baisse de mobilisation de « ses » électeurs. C'est donc incontestablement dans l'abstention différentielle (Dolez 2004) – entendue ici comme une mobilisation différente de segments de l'électorat d'une élection à l'autre – et dans les possibles basculements politiques de quelques électeurs que sont à chercher les résultats flatteurs des candidats macronistes et Modem.

Dès lors, sur les 42 duels du second tour de ces législatives, 41 se font entre un candidat LREM-Modem et une autre tendance politique, puisque dans la 5^{ème} circonscription des Alpes-Maritimes – anciennement détenue par Christian Estrosi –, aucun candidat LREM ne se présente contre Marine Brenier (LR), soutenue par le maire de Nice.

En deuxième lieu, l'élection des candidats et candidates macronistes peut également s'expliquer par le type de duels observés au second tour de ces élections. Dans 16 des 22 circonscriptions emportées par la REM, ceux-ci se jouent entre un représentant de cette tendance et un représentant du FN. Le mouvement macroniste est spatialement construit comme la force politique en mesure d'empêcher le Front national d'obtenir des élus, puisqu'il se place au centre du jeu politique et, face au FN, peut réunir les électorats modérés des deux bords, incarnant ainsi une forme partisane du traditionnel « front républicain ». Cette position stratégique de la REM relativise une lecture en termes d'adhésion soit à un programme, soit à un projet de renouvellement de la vie politique, soit à une volonté générale de donner au Président Macron une majorité pour gouverner. En tout état de cause, ces duels se traduisent toujours par une victoire des candidats LREM, même dans la 3^{ème} circonscription de Vaucluse pourtant annoncée comme imprenable au FN¹⁰.

Dans les cas où les candidats LREM sont opposés à d'autres forces politiques (LR, FI, communiste ou divers droite), les résultats sont plus aléatoires et signalent les zones de forces ou de faiblesse des partis politiques traditionnels, à l'exception du parti socialiste. Ainsi, sur les 15 duels LREM-LR ou divers-droite du second tour, quatre seulement sont gagnés par les

¹⁰ C'est également le cas pour le Modem (Var) et LR (Alpes-Maritimes). La seule exception reste toutefois la 4^{ème} circonscription de Vaucluse où Jacques Bompard (Ligue du Sud) réussit à battre la candidate REM.

candidats macronistes : deux dans les Hautes-Alpes et deux dans les Bouches-du-Rhône, alors que les candidats de droite sortent systématiquement vainqueurs dans les Alpes-Maritimes, le Var et le Vaucluse¹¹, des territoires qui constituent des zones de force des Républicains et où les reports de voix du FN ont sans doute été plus nombreux.

De la même façon, dans les quatre duels LREM-FI ou communiste, les macronistes l'emportent à deux reprises (dans la 2^{ème} circonscription des Alpes-de-Hautes Provence et la 5^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône).

Notons pour finir que le FN et LR sont présents à dix-huit et dix-sept reprises au second tour de ces législatives, ce qui indiquent à la fois la permanence de ces deux formations dans cette région mais également l'impossibilité pour le Front national de transformer cette présence en victoire, comme il a déjà été observé dans des scrutins précédents.

Conclusion

Dès lors, ni jouées d'avance, ni résultantes d'un mouvement de soutien de l'électorat au projet d'Emmanuel Macron, ces élections législatives semblent davantage indiquer l'impact de la mobilisation électorale différentielle, des types de duels observables au second tour et de la manière dont se négocient, entre partis politiques et au sein des partis politiques, les successions et les soutiens. A ce titre, si rupture il y a, elle peut être considérée comme relative, puisque c'est finalement dans les départements où la droite dominait qu'elle résiste le mieux. C'est à l'opposé en Provence intérieure et dans les Bouches-du-Rhône que la gauche subit ses plus grands revers et s'efface au profit de la REM.

Au final, au lendemain du 18 juin, la fabrique majoritaire et la prédominance d'une logique de « confirmation » font émerger un paysage politique très différent : si la présidentielle avait témoigné de l'hégémonie persistante des droites en PACA, au profit d'un Front national conquérant, les législatives bousculent l'ordre établi pour consacrer un nouveau duopole dominé par la REM et ce qu'il reste de la droite républicaine.

Bibliographie

Dolez B. (2002), « Les mystères de la Chambre bleue : des voix aux sièges lors des élections législatives de juin 2002 », *Revue française de science politique*, n°5, vol. 52, pp. 577-591.

Dolez B. (2004), « À la recherche de l'abstentionnisme différentiel. Actualité d'une vieille question », *Revue française de science politique*, n°4, vol. 54, pp. 669-680.

Evans J., Ivaldi G. (2017), "An atypical 'honeymoon' election? Contextual and strategic opportunities in the 2017 French legislative elections", *French Politics*, First Online: 1st August 2017, <https://doi.org/10.1057/s41253-017-0040-y>

Fourquet J. (2012), *Le sens des cartes. Analyse sur la géographie des votes à la présidentielle*, Paris, Fondation Jean Jaurès.

¹¹ Pour le Modem, la constatation est la même : dans les affrontements Modem-LR (au nombre de 4 sur la région PACA), 3 sont emportés par les candidats LR.

Gombin J., Mayance P. (dir.) (2009), *Droit(es) aux urnes en région PACA ! : l'élection présidentielle de 2007 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Paris, L'Harmattan.

Gougou Fl., Labouret S. (2013), « La fin de la tripartition ? Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan », *Revue française de science politique*, 63(2), pp. 279-302.

Gougou F. (2015), « Les ouvriers et le vote Front National. Les logiques d'un réalignment électoral », in Crépon S. et al. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 323-344.

IFOP (2013), *Front du Nord, Front du Sud*, Focus n°92, Août.

Ivaldi G., Pina Ch. (2016), « PACA, une victoire à la Pyrrhus pour la droite ? », *Revue politique et parlementaire*, n°1078, janvier-mars, pp. 139-150.

Le Naour G. (2004), « Mobilisation électorale et rapport au politique dans les quartiers d'habitat social. Le cas de Frais Vallon », in Traïni Ch. (dir.), *Vote en PACA. Les élections de 2002 en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Paris, Karthala, 2004, pp. 75-95.

Lefebvre R. (2017), « 'Dépassement' ou effacement du parti socialiste (2012-2017) ? », *Mouvements*, vol. 1 (n° 89), pp. 11-21.

Marchand-Lagier Ch. (2017), « Implantation historique du FN en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et en dans le Vaucluse », in *Le vote FN*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2017, pp. 34-39.

Région PACA (2012), *Etude sur les disparités socio-spatiales du territoire*, Document de synthèse (http://cosoter-ressources.info/opac/doc_num.php?explnum_id=1490)